

Déclarations, Interview...

Pour un nouveau Mai 68 - « Le changement se construit maintenant et non en 2012 »

vendredi 15 octobre 2010, par [AFP](#), [BESANCENOT Olivier](#), [KACI Mina](#) (Date de rédaction antérieure : 14 octobre 2010).

DÉCLARATION D'OLIVIER BESANCENOT. POUR UN NOUVEAU MAI 68

Derrière la réforme des retraites s'engouffre un profond ras le bol de Sarkozy et de son gouvernement, de sa politique qui cogne sans cesse sur les salariés, les catégories modestes de la population, qui détruit les services publics et réserve aux plus riches le bouclier fiscal, les exonérations et cadeaux fiscaux, sans oublier les retraites chapeaux et stock options pour une poignée de privilégiés.

Depuis le 12 octobre et ses 3, 5 millions de manifestants, la grève a été reconduite à la SNCF, la RATP, les raffineries et les ports, chez les territoriaux, dans de nombreux établissements scolaires. Ailleurs, débrayages, blocages montrent la détermination des salariés à ne pas se laisser faire.

Les jeunes, lycéens et étudiants, se mobilisent massivement et sont nombreux dans les manifestations. Ils ont bien compris que c'est de leur avenir dont il s'agit.

Une révolte globale est en marche.

Pour faire échec à ce gouvernement qui pratique le mépris et la répression pour empêcher la jonction entre les travailleurs et la jeunesse, les faire taire, il faut être plus fort qu'en 1995 ou en 2003.

C'est un Mai 68 aux couleurs du 21^e siècle qu'il nous faut.

Le 14 octobre 2010

RETRAITES : BESANCENOT POUR « UNE RADICALISATION » FACE AU GOUVERNEMENT

PARIS, 9 oct 2010 (AFP) - Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, s'est prononcé pour une « radicalisation » du mouvement contre le projet de réforme des retraites pour faire face à la « radicalisation du gouvernement » qui, selon lui, « ne lâchera rien » sur la question.

Invité de l'émission TV5Monde-RFI-Le Monde qui sera diffusée dimanche, M. Besancenot a dit « espérer une mobilisation victorieuse » par « une grève reconductible » car « ce que le Parlement fait, la rue peut le défaire ».

« On a un gouvernement qui dit qu'il ne lâchera rien » et « face à cette radicalisation du

gouvernement, il faut une radicalisation de notre propre camp et de l'efficacité » pour « gagner vite », a-t-il poursuivi.

Pour le postier de Neuilly, « quand les cheminots s'y mettent et quand les étudiants s'y mettent aussi, ça rappelle de bons souvenirs » et « il y a un parfum de 1995 (recul d'Alain Juppé, ndlr) et de Contrat première embauche » retiré par Dominique de Villepin en 2006 après le vote du Parlement.

Le porte-parole anticapitaliste qui veut un retour aux 37, 5 annuités pour tous, n'est en revanche pas favorable à un référendum sur le sujet, voulu notamment par Ségolène Royal (PS) et Jean-Luc Mélenchon (PG) : « A ce moment précis du bras de fer, ce n'est pas approprié » car aujourd'hui, « la question est de savoir si le pouvoir de la rue peut avoir un pouvoir supérieur à celui du gouvernement ».

Sur le NPA, M. Besancenot estime que « le contexte de remobilisation sociales nous a remis en selle ». Interrogé sur le refus des alliances à la gauche de la gauche, il a ironisé : on est « les plus forts du monde à nous tous seuls ! », avant d'affirmer n'avoir « jamais eu la prétention qu'on était la réponse à tous les problèmes ».

jud/ei

INTERVIEW D'OLIVIER BESANCENOT À L'HUMANITÉ (8 OCTOBRE)

Le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) estime que la population commence à prendre confiance en sa capacité à faire reculer le gouvernement sur son projet. « On se bat dorénavant pour gagner », affirme-t-il.

La gauche en débats : L'Humanité a entamé la publication d'une série d'entretiens avec les leaders de gauche. Aujourd'hui, Olivier Besancenot, porte-parole du NPA.

En dépit de la forte mobilisation, pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à promouvoir son projet de réforme des retraites ?

Olivier Besancenot. Du côté de l'oligarchie financière, on commence sans doute à croire que Nicolas Sarkozy n'est peut-être pas la bonne réponse à droite pour sortir de la crise. D'où les dissensions que l'on connaît actuellement au sein de l'UMP. Nicolas Sarkozy a donc besoin de réunifier son camp pour préparer 2012. Mais, plus profondément, la retraite est un sujet qui touche au rapport entre le capital et le travail. Du point de vue des capitalistes, il est plus important encore que le CPE. Avec la retraite, on est au cœur du conflit de classes. Le chef de l'État est donc déterminé à jouer quitte ou double justement pour réunifier son camp.

Le mouvement de contestation s'élargit, certes, mais ne pensez-vous pas que les citoyens estiment malgré tout nécessaire une réforme des retraites ?

Olivier Besancenot. Proposer une loi qui casse la retraite à 60 ans n'est pas populaire. Le problème n'est donc pas de convaincre que cette réforme n'est pas bonne, il est dans notre capacité à restaurer une confiance collective sur le fait que l'on peut gagner son retrait. Nous avons fait un pas supplémentaire dans ce sens samedi dernier. Dans la population, on commence à y croire.

Quand, au début mai, nous avons entamé la campagne unitaire, initiée par la Fondation Copernic et Attac, nous pensions que la pire des défaites aurait été une défaite morale, menée sans bagarre. Après ce mois de septembre de lutte, on se bat dorénavant pour gagner.

Mais ne pensez- vous pas qu'il subsiste un doute sur un contre-projet crédible à gauche ?

Olivier Besancenot. Les hésitations sont moins liées, me semble-t-il, au manque de crédibilité d'un projet alternatif qu'au doute sur la possibilité de bloquer ou non le gouvernement. C'est pour cette raison que la gauche ne doit pas s'inscrire dans une logique d'amendements ou de réécriture mais de retrait. Cette réforme doit être enterrée ! Cependant, il existe des interrogations sur la possibilité de trouver les moyens pour financer la retraite à 60 ans à taux plein. Pour cela, il faut partager le temps de travail et les richesses. En six mois, les profits du CAC 40 ont augmenté de 85%. Pour financer les retraites, il faudrait y consacrer, selon le Conseil d'orientation des retraites (COR), 3 % du PIB alors que les profits accaparent 17 % de ces richesses produites par les salariés.

Cette explication est-elle difficile parce que la gauche, qui affiche son unité dans les luttes, n'a pas un contre-projet commun ?

Olivier Besancenot. Il ne peut y avoir de projet alternatif commun entre le NPA et le PS sur la question des retraites, ne serait-ce que parce que nous, contrairement au PS qui veut augmenter les annuités, nous proposons la retraite à 60 ans à taux plein. Maintenant, nous sommes pragmatiques : si toute la gauche est d'accord pour défendre l'héritage du mouvement ouvrier que représente la retraite à 60 ans, il faut le dire ensemble, gauche sociale et gauche politique.

Vous pensez plus que jamais que seule la grève générale peut contraindre le gouvernement à renoncer à sa réforme ?

Olivier Besancenot. Face à la radicalisation du pouvoir, une grève générale reconductible est en effet le moyen pour y arriver. Cela ne se décrète pas. Des signaux peuvent être envoyés dans ce sens par les organisations du mouvement social. Elles peuvent aider à la convergence, faire en sorte que les échéances des manifestations soient le plus rapprochées possible et se dire solidaires de ceux qui tentent la reconduction de la grève dans leur secteur. Personne à gauche de la gauche ne peut se soustraire à la réalité du rapport de forces et aux moyens qu'il convient d'employer pour gagner cette bataille centrale. À ce moment précis du conflit, l'heure n'est pas à l'organisation d'un référendum qui se substituerait aux mobilisations sociales.

Ne craignez-vous pas que le mot d'ordre de grève générale fasse capoter l'unité syndicale ?

Olivier Besancenot. L'unité et la radicalité ne sont pas contradictoires. Comme pour les partis de gauche, les dissensions sur le programme et sur les modalités d'action existent au sein des organisations syndicales, sans pour autant ébranler l'unité. Si l'intersyndicale appelait à une grève générale reconductible le 12 octobre au soir, le gouvernement ne nous parlerait plus avec la même arrogance.

Le NPA se sent très à l'aise sur le terrain des luttes, mais est-ce suffisant pour transformer la politique actuelle ?

Olivier Besancenot. Quand on se réclame du marxisme, on peut avoir une approche dialectique de l'histoire de la lutte des classes dans ce pays qui combine social et politique. La séquence que nous vivons actuellement est bourrée de politique, davantage même que lors de certaines séquences électorales. Le changement se construit maintenant et non en 2012. Quand on fait le bilan de nos victoires sociales, on pense spontanément aux manifestations de 1995 contre la réforme Juppé, à

celles contre le CPE et, bien sûr, au référendum sur le TCE, en 2005.

Quelles leçons tirez-vous de l'échec du NPA aux élections régionales, en mars 2010 ?

Olivier Besancenot. On assume ce revers. Objectivement, le reflux des luttes sociales ne nous a pas aidés, car le NPA est indexé sur la cote de popularité des mobilisations sociales. Au-delà, notre stratégie d'alliance à géométrie variable nous a rendus illisibles. Nous faisons jusqu'alors la synthèse d'une orientation unitaire et radicale. Là, nous avons perdu sur les deux tableaux. Le NPA se cherche encore.

Vous serez candidat à l'élection présidentielle de 2012 ?

Olivier Besancenot. Je suis candidat à la résistance sociale sur les retraites...

Le NPA présentera forcément un candidat ?

Olivier Besancenot. Nous en parlerons au congrès de décembre mais comme une incidence de l'orientation générale. Ce n'est qu'en juin 2011 que nous choisirons une candidature.

Entretien réalisé par Mina Kaci
